

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES  
DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE  
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

**RAPPORT DU DIRECTEUR DE LA DIVISION RESSOURCES TERRESTRES DE LA CPS**

*(Document présenté par le Secrétariat)*

**Objet**

1. Le présent document a pour objet de rendre compte succinctement de la **session extraordinaire de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie** tenue en 2017 ainsi que de la toute première **Conférence régionale des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Communauté du Pacifique (CPS)**. Il présente les actions menées par la Division ressources terrestres face à certaines des principales menaces et faiblesses affectant l'Océanie, et informe les membres des plans de réponse collective de la Division.

**Contexte**

2. Le concept de semaine océanienne de l'agriculture est né en 2014, à l'occasion de la semaine caribéenne de l'agriculture, à laquelle ont participé plusieurs représentants de la région du Pacifique. Cette manifestation vise à mieux rendre compte du rôle important que jouent l'agriculture et le monde rural pour la stabilité économique, sociale et environnementale de la région, et offre un espace d'interactions sociales, scientifiques et sectorielles variées entre les États et Territoires insulaires océaniques et leurs partenaires commerciaux.
3. Le gouvernement de Vanuatu, en collaboration avec la CPS et la FAO, a accueilli la première Semaine océanienne de l'agriculture à Port-Vila (Vanuatu), en octobre 2017. Ont assisté à cette édition des acteurs du secteur agricole, océaniques pour la plupart, et notamment des agriculteurs, des représentants d'associations d'agriculteurs, du secteur privé, de la recherche et développement, des bailleurs de fonds, ainsi que du Gouvernement de Vanuatu et d'autres organismes publics du pays.
4. Axée sur les cultures, la résilience, les perspectives, les produits et la durabilité, l'édition 2017 de la Semaine océanienne de l'agriculture a abordé toute une série de thèmes, depuis l'agrotourisme jusqu'aux connaissances des agriculteurs en passant par l'importance des femmes et des jeunes dans la recherche, ainsi que leurs liens avec les marchés de produits agricoles. Cette édition et les manifestations organisées en marge de celle-ci ont mis en évidence la capacité dont jouissait la CPS de valoriser les modes de développement existants et de les mettre à profit afin de renforcer la visibilité et les initiatives communes, telles que le Forum de la recherche agricole organisé conjointement par l'Organisation et le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) ou l'atelier portant sur l'agrotourisme et, plus précisément, sur la mise en relation des agriculteurs et des marchés.

5. La Division ressources terrestres de la CPS a profité de la Semaine océanienne de l'agriculture pour organiser une session extraordinaire de la Conférence des **directeurs de l'agriculture et de la foresterie** et, conjointement avec la FAO, la Conférence régionale des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie. Cette session extraordinaire avait pour ambition de renouer un lien avec les dirigeants océaniens, de recenser les sujets de préoccupation majeurs et de cartographier les domaines thématiques pour le développement durable. Elle visait plus précisément à :
  - donner un nouvel élan au dialogue et aux partenariats avec les parties prenantes ;
  - échanger des informations sur les progrès réalisés et les résultats obtenus grâce aux activités en cours ou récemment menées ; et
  - établir de nouveaux projets et mettre en évidence de nouveaux partenariats.
6. Lors de la conférence organisée conjointement par la CPS et la FAO, les ministres océaniens de l'Agriculture et de la Foresterie ont insisté sur les rôles stratégiques de ces deux organisations et de leurs organisations partenaires, de par leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des pays membres. Soucieux de réaliser des économies d'échelle (intégration entre les pays) et des économies d'envergure (hiérarchisation des priorités), ils ont souligné la nécessité d'adapter les connaissances existantes dans la mesure du possible et de trouver toute une palette de solutions pour partager et diffuser les connaissances issues des vastes travaux d'élaboration de politiques et de recherche-développement conduits par le passé.
7. L'ensemble des pays membres assistant à la Conférence CPS-FAO ont accueilli favorablement la proposition du Gouvernement du Samoa d'accueillir en 2019 la Semaine océanienne de l'agriculture à Apia, afin de maintenir la dynamique créée pour renforcer les liens et les capacités et de mutualiser les connaissances au sein des communautés océaniques des secteurs agricole et forestier.

## **Compte rendu de la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie (2017)**

### *Principales menaces et faiblesses*

8. La menace du changement climatique met en péril l'existence de l'Océanie et les moyens de subsistance de la région. La variabilité du climat, observée récemment et projetée – dont la hausse des températures, l'augmentation du nombre de canicules et de précipitations extrêmes, des cyclones tropicaux de plus forte intensité et l'élévation du niveau de la mer –, laisse présager des effets négatifs durables qui aggraveront l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en l'absence d'initiatives collectives.
9. Les principes écologiques nous apprennent que les changements climatiques modifieront la distribution, l'incidence et la gravité des maladies et des espèces nuisibles aux animaux et aux végétaux. On constate d'ores et déjà une diminution des forêts néphéliophiles de montagne sous l'effet de la hausse des températures, ainsi que la disparition de conifères et d'autres arbres, menacés par le nombre de plus en plus fréquent d'incendies<sup>1</sup>. Ces conséquences des changements climatiques créent de nouvelles niches écologiques permettant l'établissement et la propagation de ravageurs et de maladies dans de nouvelles zones géographiques, en l'absence bien souvent d'agents de lutte biologique d'origine naturelle. Faute de recherches pour anticiper ces changements et les mesurer, et en l'absence de mécanismes rigoureux de gestion de la biosécurité, les espèces envahissantes progresseront de manière destructrice d'une région à une autre, perturbant les usages traditionnels des plantes et affectant les économies nationales et le commerce international.
10. Les enjeux complexes liés à l'évolution des écosystèmes et à la perte d'habitat sont susceptibles de menacer les multiples formes de vie, ainsi que les systèmes de production animale et la santé humaine. Plusieurs exemples témoignent du caractère rapide des mutations, notamment l'apparition d'agents

---

<sup>1</sup> Thomson & Thaman (2016), "Native forests, plantation forests and trees outside forests: their vulnerability and roles in mitigating and building resilience to climate change" ; "Vulnerability of Pacific Island agriculture and forestry to climate change" (chap. 8), écrit par Taylor M, McGregor A et Dawson B, publié par la Communauté du Pacifique.

pathogènes des insectes pollinisateurs ou le blanchissement des coraux. Les facteurs de changement qui rendent plus difficile la production locale et en augmentent le coût, tels que le coléoptère du taro ou le rhinocéros du cocotier qui n'est soumis à aucun contrôle, vont aggraver les problèmes déjà manifestes découlant de la consommation accrue de produits transformés et importés. L'importation de produits transformés et la dépréciation des systèmes alimentaires traditionnels ont des effets néfastes sur la santé de nombreux Océaniens et Océaniennes. Ce problème a été évoqué dans la Feuille de route régionale relative aux maladies non transmissibles<sup>2</sup> (MNT), avant d'être de nouveau soulevé en 2016 par les dirigeants et professionnels de santé océaniens à l'occasion du Sommet océanien sur les MNT<sup>3</sup>. Lors de leur dernière réunion<sup>4</sup>, les ministres océaniens de la Santé ont pris acte de l'engagement résolument affiché ces 10 dernières années en faveur de la prévention des MNT et de la lutte contre ces maladies dans les États et Territoires insulaires océaniens, et ont prôné l'adoption d'approches intégrées plurisectorielles pour gérer la pandémie des MNT.

11. Parallèlement aux mutations entraînées par les changements climatiques et à la pandémie des MNT, la région océanienne se révèle incapable de produire des aliments de qualité, en quantité suffisante, pour nourrir sa population. Le changement climatique<sup>5</sup> et la pression démographique<sup>6</sup> figurent au nombre des principales causes de la dégradation des écosystèmes, de la perte de biodiversité et de l'érosion du potentiel de production des terres arables. Il convient en conséquence de mettre en place des mécanismes améliorés pour quantifier et cartographier ces transformations et d'œuvrer de concert avec les populations pour concevoir des plans durables d'occupation des sols. L'exode démographique, vers l'étranger et vers les centres urbains, contribue à la pénurie de main-d'œuvre dans les activités associées aux systèmes alimentaires. Cette tendance est particulièrement manifeste parmi les jeunes, et se traduit par la disparition des liens culturels et la désagrégation du tissu social. Elle accentue encore la hausse des importations de produits alimentaires constatée dans de nombreux pays membres.
12. Depuis les débats tenus lors de la Conférence 2017 des directeurs de l'agriculture et de la foresterie, la Division ressources terrestres s'est employée à mieux répondre aux besoins spécifiques des nations atolls, par le biais notamment d'activités toujours en cours sur le compostage et la gestion des micronutriments. La Division continue de pallier la perte de biodiversité culturelle en introduisant des variétés climato-résilientes océaniques dans les principaux systèmes de production alimentaire, et en appuyant la conservation et la distribution de la diversité génétique des variétés culturales et arboricoles annuelles et pluriannuelles en vue d'une utilisation ultérieure. Elle a également mené des actions mieux ciblées en faveur de l'autonomisation économique des femmes et de l'intégration des jeunes en attirant et sollicitant un soutien en faveur d'initiatives sensibles au genre et centrées sur les jeunes, venant compléter et appuyer les efforts de la FAO axés sur l'agriculture familiale. Qui plus est, la Division, consciente de leur importance, cherche à améliorer les interventions d'urgence de sorte à mobiliser les compétences de gestion des ressources terrestres et les ressources alimentaires en cas de crise. Elle propose par exemple des interventions mieux adaptées en cas d'incursion d'espèces envahissantes, la distribution de semences et de plantules après le passage d'un cyclone, et l'apport d'une assistance technique aux autorités des pays membres. Dans les paragraphes qui suivent, nous présentons certaines des actions les plus importantes qui ont été engagées depuis 2017.

---

<sup>2</sup> NCD Roadmap Report: a background document on preventing and controlling NCDs in the Pacific (juillet 2014).

<sup>3</sup> Rapport du Sommet océanien sur les maladies non transmissibles (2016), Communauté du Pacifique, Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

<sup>4</sup> Réunion des ministres océaniques de la Santé, Rarotonga (Îles Cook), août 2017.

<sup>5</sup> Voir Lough J., Gupta AS, Power SB, Grose MR et McGree S (2016), "Observed and projected changes in surface climate of tropical Pacific Islands" ; "Vulnerability of Pacific Island agriculture and forestry to climate change" (chap. 2), écrit par Taylor M, McGregor A et Dawson B, publié par la Communauté du Pacifique.

<sup>6</sup> Voir [http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/SDD/Pocket\\_Summary/Pocket\\_Statistical\\_Summary\\_18.pdf](http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/SDD/Pocket_Summary/Pocket_Statistical_Summary_18.pdf).

*Principales actions menées par la Division ressources terrestres depuis 2017*

13. Ressources génétiques et changement climatique : Programme phare de la Division ressources terrestres, le Centre d'études des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) conserve la diversité génétique de 17 variétés culturelles océaniques différentes et favorise l'accès sûr aux ressources phytogénétiques de la région. Ces variétés sont indispensables à la sécurité alimentaire et sont garantes de la diversité nécessaire pour s'adapter aux effets des changements climatiques, notamment la sécheresse, l'engorgement des sols et la salinité. Dans l'état des connaissances actuelles, on dispose de 131 obtentions de huit variétés culturelles – bananier, manioc, taro géant, taro des marais, taro, *Xanthosoma* (taro d'eau), patate douce et igname – présentant des caractéristiques climato-intelligentes. Le Centre dispose d'un programme de semences arboricoles, stockant les espèces arboricoles indigènes à des fins de régénération et d'accès. Grâce au soutien financier et stratégique des ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, de l'organisme public néo-zélandais Landcare Research et du Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures (Crop Trust), le CePaCT est en passe de devenir un pôle d'excellence pouvant compter sur des initiatives dans le domaine des ressources phytogénétiques, telles que les collections nationales ainsi que les réseaux d'amélioration génétique et de distribution. La Division ressources terrestres met à profit ses ressources pour consolider les activités autour des banques de semences dans la région, activités essentiellement soutenues par Landcare Research, et tisse notamment des liens entre le CePaCT et différentes parties prenantes pour renforcer les capacités en termes d'accès, d'adoption et d'utilisation de variétés culturelles et arboricoles climato-intelligentes.
14. Atténuation et dispositif REDD+ : Par le truchement de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), la Division ressources terrestres continue d'appuyer les capacités de préparation au dispositif REDD+ des membres aux fins de conservation et de répartition équitable des retombées. Ce dispositif se traduit encore aujourd'hui par de nombreux effets bénéfiques en termes de gestion des ressources forestières des membres, avec notamment des systèmes d'information améliorés et des efforts axés sur la régénération fonctionnelle, la gestion durable des forêts et l'attention à la prévention du déboisement. Dans le cadre d'un projet en faveur de paysages durables financé par l'ACIAR, la Division ressources terrestres participe à la conception d'un outil de données géospatiales destiné à i) la visualisation de l'exploitation des terres, de la foresterie, de l'agriculture et des impacts climatiques, et ii) la collecte de données sur l'exploitation des terres, l'agriculture et la foresterie. Cet outil s'adresse en premier lieu aux agents de vulgarisation des Fidji et des Tonga. La Division continue d'accorder une priorité stratégique à la formation en agroforesterie pour favoriser la contribution des arbres à la sécurité alimentaire. Elle se concentre également sur les plans d'occupation des sols impulsés par les communautés locales, qui viennent compléter de nombreux programmes régionaux tels que le programme « de la montagne au récif » financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour permettre la prise de décisions durables en matière d'exploitation des terres qui garantissent une meilleure protection des forêts et des captages d'eau.
15. La Division ressources terrestres ayant recruté une technicienne vétérinaire, elle est en mesure de proposer des formations sur des sujets paravétérinaires et sur l'analyse de la chaîne de valeur du bétail. Elle conceptualise par ailleurs l'approche « One Health, Une seule santé », approuvée en avril 2019 par les directeurs océaniques de la santé et, à ce titre, entend fournir une trajectoire intégrée vers un mode de vie sain s'inscrivant dans la durée, en particulier pour les femmes et les jeunes. Dans le cadre de ses activités sur la santé et les productions animales, la Division s'emploie également à revitaliser ses relations avec les directeurs des services vétérinaires et de production animale du Pacifique, et prête une assistance aux correspondants des États et Territoires insulaires océaniques pour le Système mondial d'information zoonositaire (WAHIS). Elle a récemment travaillé en coopération avec les Pays et Territoires d'outre-mer francophones sur certaines maladies animales, et espère que cette collaboration ouvrira des perspectives de partenariats innovants. En juin 2019 a été lancé un projet quadriennal visant à améliorer la production et l'approvisionnement en petits ruminants aux Fidji et au Samoa. Financé par l'ACIAR et mis en œuvre par l'Université de Nouvelle-Angleterre, ce projet vise à remédier aux

contraintes de productivité des exploitations dans le but d'étayer les politiques aux échelons national et régional.

16. Adaptation au changement climatique dans les pays atolls : Les systèmes alimentaires des atolls sont très vulnérables au changement climatique et aux catastrophes naturelles mettant en péril les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les défis que pose le changement climatique nous engagent à nous intéresser davantage à la mise en place de systèmes alimentaires et agricoles résilients pour les populations des atolls. La Division prépare actuellement le cadre conceptuel d'un « centre d'excellence » pour les pays atolls, à l'appui de la recommandation formulée en 2010 par les directeurs de l'agriculture et de la foresterie en faveur de l'établissement d'un tel centre pour des systèmes alimentaires favorisant la régénération à Kiribati. Ce programme s'appuie sur les travaux consacrés à la santé des sols des atolls et financés par l'ACIAR et le Centre pour la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO). Il vient notamment en aide à des groupes d'agriculteurs, applique des techniques de compostage ciblé au moyen de variétés culturales climato-intelligentes, et s'inspire des savoirs traditionnels tels que le système des fosses profondes. Ces fosses, creusées près d'une nappe phréatique et sous un climat pluvieux, sont susceptibles de restaurer et diversifier les systèmes de production des atolls, d'améliorer la variété de l'alimentation aux fins de nutrition et de générer des revenus par le biais d'approches fondées sur les chaînes de valeur et les relations avec les marchés.
17. Biosécurité et changement climatique<sup>7</sup> : Les maladies et les espèces nuisibles transfrontalières affectant l'agriculture, l'élevage et la pêche représentent une menace majeure pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des États et Territoires insulaires océaniques. De très nombreux éléments attestent de l'aggravation de ces menaces du fait du changement climatique, ce qui met en péril l'efficacité de la déclaration « Samoa, la Voie à suivre » (modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement) en faveur de la résilience climatique. La Division ressources terrestres a décuplé ses efforts de lutte contre les menaces induites par le climat, en améliorant les opérations de biosécurité avec l'appui du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, en consolidant les systèmes et en concevant des systèmes alimentaires et de production plus résilients. En collaboration avec l'ACIAR et le CSIRO, elle a peaufiné le plan et le déroulement des ateliers sur la santé des végétaux, sensibilisant ainsi les communautés à l'impact potentiel des espèces nuisibles, et a appuyé le développement d'une application sur les organismes nuisibles et pathogènes océaniques pour aider les agents de vulgarisation à diagnostiquer les maladies et à apporter des solutions pour les légumes destinés au marché intérieur et à l'exportation. De concert avec la FAO, la Division travaille sur une initiative océanique en faveur d'une meilleure résilience et d'une sécurité alimentaire renforcée, reposant sur la gestion des menaces transfrontières induites par le climat que représentent les espèces aquatiques, animaux et végétaux exotiques envahissants. La note conceptuelle, une fois approuvée, ouvrira la voie à l'élaboration d'un programme complet.
18. Maladies non transmissibles (MNT) : Les producteurs et les consommateurs ont le droit d'avoir accès à des produits alimentaires sains et qualitatifs par le biais de systèmes de production certifiés et de chaînes de valeur favorisant une vie plus saine. Le CePaCT a joué un rôle précurseur dans le domaine des aliments sains, jetant des passerelles vers de nouveaux investissements susceptibles de réduire le fardeau des MNT. En concertation avec d'autres divisions de la CPS, la Division ressources terrestres renforce son action de lutte contre les MNT ; elle crée notamment les conditions propices à des systèmes alimentaires sains, fait la promotion de variétés culturales locales riches en nutriments, et applique des principes d'agriculture biologique et régénératrice.

---

<sup>7</sup> La biosécurité s'entend d'une approche stratégique et intégrée qui englobe les cadres politiques et réglementaires en vue d'analyser et de gérer les risques pesant sur la vie et la santé animales et végétales, l'innocuité alimentaire et la sécurité biologique dans tous les systèmes de productions aquatiques et terrestres.

19. Intervention d'urgence : Les moyens de subsistance des Îles Salomon axés sur la culture du cocotier sont fortement menacés par une variante extrêmement envahissante du rhinocéros du cocotier (*Oryctes rhinoceros*), la souche Guam (CRB-G). Ce coléoptère risque de détruire deux grandes filières arboricoles, sources essentielles de revenus pour les petits producteurs : le cocotier et le palmier à huile. Le CRB-G provoque des dégâts considérables, laissant dans son sillage des palmiers et des cocotiers morts au fur et à mesure de sa progression sur de nouveaux territoires. La Division ressources terrestres œuvre de concert avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage des Îles Salomon et d'autres partenaires du plan opérationnel de biosécurité du pays en vue de gérer les infestations existantes du CRB-G et d'enrayer la progression du ravageur vers d'autres plantations et îles. Jouissant de l'appui financier de la Nouvelle-Zélande et du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, et en étroite collaboration avec l'institut de recherche AgResearch, ce projet a aidé le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à maîtriser, gérer et éradiquer la population de CRB-G et sa propagation aux Îles Salomon. Face aux résultats positifs de l'aide d'urgence prodiguée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont décidé de fournir une assistance complémentaire à l'appui d'un plan d'intervention régional. Ce nouveau projet s'accompagnera d'une participation accrue de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) et mettra à disposition les enseignements institutionnels et programme nécessaires pour établir d'autres mécanismes à l'appui d'une intervention rapide dans la région en cas de menace de nouvelles flambées épidémiques.
20. Normes sanitaires et phytosanitaires et commerce : Avec le concours financier du Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, une étude a été mise en œuvre par la société de conseil KALANG Consultancy Services en étroite concertation avec la CPS dans le but d'explorer la faisabilité d'une plateforme sanitaire et phytosanitaire pour le Pacifique. Cette étude visait à analyser et proposer différentes solutions pour créer une plateforme régionale de soutien aux services sanitaires et phytosanitaires au profit des États et Territoires insulaires océaniques. L'objectif est d'élaborer, à partir de ces analyses et travaux préliminaires, une proposition de projet en ce sens.
21. Financé au titre du Onzième Fonds européen de développement (11<sup>e</sup> FED), le programme de soutien à l'intégration régionale pour le Pacifique (PRISE) démultipliera les possibilités d'appui, coordonnées par le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), à la promotion des échanges commerciaux régionaux. La Division ressources terrestres participera notamment au renforcement des capacités nationales comme régionales dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que des processus et systèmes de biosécurité, et au développement des produits à fort potentiel commercial (noix de coco, cacao et kava, notamment). Le 11<sup>e</sup> FED couvrira 15 pays océaniques et créera de puissantes synergies grâce au programme PROTEGE mis en œuvre dans les territoires francophones et à d'autres actions de facilitation du commerce dans le Pacifique (PHAMA+, PACER+).
22. Spécifiquement axé sur les chaînes de valeur et produits dérivés du cocotier, le programme océanique pour le développement de la filière cocotier (CIDP) financé par l'UE visait à renforcer et soutenir les petites et moyennes entreprises de certains pays océaniques. Étant donné la valeur stratégique du cocotier, surnommé « arbre de vie » dans le Pacifique, ce projet est un catalyseur d'autres investissements potentiels qui contribueront à redynamiser la filière cocotier en Océanie. Approuvé en début d'année par l'ACIAR, un projet de sauvegarde et de déploiement des ressources génétiques du cocotier dans le Pacifique améliorera la conservation et l'exploitation de la diversité des variétés de cocotier, et luttera contre les stress biotiques menaçant cette diversité dans la région.
23. Participation des femmes et des jeunes : En 2018, la Division ressources terrestres/Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) a réussi à obtenir des financements pour le projet consacré à la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes dans le Pacifique Nord et à Kiribati. Investi de l'objectif de favoriser la prospérité des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques, ce projet vise à éliminer les obstacles qui entravent actuellement la participation économique des femmes à l'agriculture et à créer des opportunités ciblées leur permettant de s'investir dans la niche à forte valeur ajoutée des

produits biologiques. En collaboration avec des parties prenantes mélanésiennes, la Division s'emploie également à mettre en place un mécanisme opérationnel Youth@Work à l'appui de la sécurité alimentaire. Sous l'égide d'un protocole d'accord conclu avec la FAO, elle œuvrera en faveur d'activités intégrant les jeunes, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

24. Un projet international sur les produits de base, doté d'un volet océanien et destiné à débloquer et associer des ressources, a été approuvé dans le cadre du programme ACP-UE. Le Centre international du commerce, en partenariat avec la CPS, sera chargé de l'exécution du projet. Il appliquera la méthode « Alliances pour l'action » (A4A), à laquelle il avait déjà eu recours dans le cadre du projet intra-ACP relatif à la filière cocotier et axé sur les Caraïbes, en vue d'appuyer le développement de chaînes de valeur, tout en laissant la possibilité de s'adapter aux exigences océaniques. Le projet permettra de bien cerner le marché et les acheteurs éventuels (à l'international comme à l'échelon local) qui investiront et travailleront sur la valorisation des produits, de réaliser une étude de faisabilité socio-économique/environnementale des chaînes de valeur et de leur rentabilité pour les agriculteurs, et d'établir un modèle de mise en œuvre.

## **Conclusion**

25. Consciente du sentiment d'urgence qu'inspire sa mission, la Division ressources terrestres s'emploie à fournir des conseils scientifiques spécialisés efficaces au service du développement, renforçant les capacités et les services de soutien aux pays, dans le respect de leurs besoins spécifiques. Elle cherche à maximiser les bénéfices de financements limités de sorte que les enseignements tirés dans chaque pays soient partagés à l'échelon régional. Dans le cadre du processus d'élaboration de son plan d'activité, elle a recentré ses ressources et bâti des relations sans exclusive afin d'orienter les travaux dans ses quatre domaines d'intervention thématiques : les ressources phytogénétiques, la gestion des forêts et des paysages, les systèmes agricoles résilients, la diversification des stratégies de subsistance et l'accès aux marchés.